# **CHAMBRE DES COMMUNES**

Le mercredi 20 mars 1991

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

# DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### LES FORÊTS

M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, l'entente de mise en valeur des ressources forestières conclue avec l'Ontario est échue depuis mars 1989.

Il s'agissait d'un marché de 150 millions de dollars que le fédéral et la province devaient financer à parts égales.

Au cours des deux dernières années, le ministre des Finances a réduit le budget du ministère des Forêts de 60 millions de dollars. Pas étonnant donc que le ministre des Forêts n'ait eu que 25 millions à offrir à l'Ontario au moment du renouvellement de l'entente. Les autorités provinciales n'ont pas pu faire autrement que de refuser une telle offre. Une offre comportant une réduction de 66 p. 100 du financement est inacceptable.

J'exhorte donc le ministre des Forêts à prendre fait et cause pour l'industrie forestière au Cabinet et à dégager les fonds nécessaires pour que soit renouvelée l'entente touchant l'Ontario.

[Français]

## LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

M. Gaby Larrivée (Joliette): Monsieur le Président, chers collègues, j'aimerais prendre quelques instants pour réfléchir avec vous sur l'importance du jeudi 21 mars, Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Le Canada est reconnu comme un pays où règne la justice et l'égalité. Nous le savons tous, mais en ce jour il

est important de l'entendre répéter. Nous avons la Charte canadienne des droits et libertés, la Loi sur l'équité en matière d'emploi et la Loi sur le multiculturalisme canadien. Nous aurons bientôt une nouvelle fondation canadienne des relations raciales et un nouveau ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté.

Cependant, le racisme existe. Malheureusement, certains Canadiens et Canadiennes ne sont pas à la hauteur de notre réputation en tant que nation.

Voilà qui porte à réfléchir, monsieur le Président. Le racisme est un mal pernicieux contre lequel il faut lutter sans relâche. Il mine la confiance que les citoyens et les citoyennes ont en eux-mêmes et les empêche de donner leur pleine mesure.

Lorsque nous aurons extirpé les racines de ce mal qu'est le racisme, nous tous, autant que nous sommes, serons dignes de la réputation de notre pays, un pays juste et tolérant qui sert de modèle au reste du monde.

#### LE LIBAN

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, le conflit qui a sévi dans le golfe Persique a eu pour effet d'occulter complètement une autre situation grave: celle du Liban. Les Canadiens et les Canadiennes d'origine libanaise ont contribué grandement au développement économique et social du Canada. Pour cette raison, parmi bien d'autres, il est inacceptable que l'ambassadeur canadien soit absent de Beyrouth. Le Liban est un pays occupé. Il y a là violation flagrante et continuelle du droit international. Malheureusement, le Canada a mis peu d'empressement à réagir et à dénoncer ce qui devrait l'être. Cette situation est intolérable. Le silence du gouvernement canadien sur cette question doit inciter les Canadiens à tout faire pour aider le peuple libanais à recouvrer son indépendance et sa liberté.

[Traduction]

#### L'ÉGALITÉ

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, il est choquant, mais non surprenant, d'apprendre du rapport de 1990 de la Commission